



Communiqué de presse

Luxembourg, le 27 août 2020

Le soutien de l'UE à la lutte contre la grande corruption en Ukraine sous la loupe de la Cour des comptes européenne

L'Ukraine est l'un des plus grands et des plus importants voisins de l'UE, ce qui en fait également l'un des principaux bénéficiaires de sa politique de voisinage. La Cour des comptes européenne évaluera l'efficacité de l'action menée par l'UE pour lutter contre la grande corruption qui mine l'Ukraine et met en péril sa croissance économique ainsi que son développement social.

L'Ukraine participe à la politique européenne de voisinage depuis 2003 et a finalement signé un accord d'association il y a six ans, au lendemain de la révolution de Maïdan. Au total, la Commission européenne a engagé environ 15 milliards d'euros depuis 2014, ce qui en fait le principal bailleur de fonds de l'Ukraine. L'objectif principal de l'UE consiste à soutenir le programme de réforme du pays, engagé sur la voie de l'intégration économique et d'une association politique plus étroite. La lutte contre la corruption est un élément clé dans la réalisation de ces objectifs.

L'Ukraine présente la caractéristique de combiner un manque de respect de l'état de droit et un niveau de corruption très élevé. Ces deux éléments sont généralement reconnus comme les principaux problèmes du pays, avec la pauvreté et la guerre. Selon l'indice de perception de la corruption 2019 établi par Transparency International, l'Ukraine se classe au 120^e rang sur 180 pays. Plus inquiétant encore, elle est gangrenée par la grande corruption et se trouve sous la coupe d'une oligarchie, ce qui freine considérablement son développement économique.

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages de l'AuditInfo de la Cour des comptes européenne. Celle-ci est disponible dans son intégralité, en anglais, sur le site eca.europa.eu.

ECA Press

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

La mainmise de l'oligarchie sur le pays, avec des ramifications jusque dans l'appareil judiciaire et le gouvernement, empêche toute avancée démocratique.

«La grande corruption et la captation de l'État demeurent omniprésentes et systémiques en Ukraine, et aucun changement réel ne pourra voir le jour tant qu'on ne se sera pas attaqué à leurs racines profondes», a déclaré M. Juhán Pártos, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable de l'audit. *«L'Ukraine étant l'un de nos principaux pays partenaires voisins, notre audit consistera tout particulièrement à évaluer l'efficacité et les résultats de l'aide et des mesures de l'UE.»*

Dans l'accord d'association UE-Ukraine, l'état de droit et la lutte contre la corruption sont présentés comme des priorités essentielles au soutien du développement démocratique, économique et social du pays. En outre, l'UE a assorti son assistance macrofinancière et ses programmes d'appui budgétaire, ainsi que la libéralisation du régime des visas, de conditions exigeant que des mesures soient prises pour prévenir la corruption et la combattre.

La Cour examinera de près si le soutien de l'UE à l'Ukraine a permis de lutter efficacement contre la grande corruption. Elle s'attachera en particulier à déterminer si:

- o les mesures conçues par la Commission européenne étaient appropriées;
- o le soutien de l'UE a donné les résultats escomptés dans la lutte contre la grande corruption.

Remarques à l'intention des journalistes

Transparency International définit la grande corruption comme l'abus de pouvoir de haut niveau, qui profite à quelques-uns au détriment du plus grand nombre et cause des préjudices graves aux citoyens et à la société.

L'état de droit nécessite un droit sûr et prévisible, dans lequel toute personne a le droit d'être traitée par tous les décideurs de manière digne, égale et rationnelle, dans le respect du droit existant, et de disposer de voies de recours pour contester les décisions devant des juridictions indépendantes et impartiales, selon une procédure équitable. Il est l'une des valeurs fondatrices de l'UE et constitue à ce titre l'un des principes directeurs de sa politique étrangère.

L'AuditInfo publiée ce jour fournit des informations sur une activité d'audit en cours, relative au soutien de l'UE à la lutte contre la grande corruption en Ukraine. L'audit devrait s'achever mi-2021. Les AuditInfos s'appuient sur les travaux préparatoires à un audit et ne doivent pas être considérées comme des observations, des conclusions ou des recommandations d'audit. Elles sont disponibles dans leur intégralité, en anglais, sur le site eca.europa.eu.

Pour obtenir des informations sur les mesures prises par la Cour des comptes européenne en raison de la pandémie de COVID-19, veuillez cliquer [ici](#).

Contact presse pour cette AuditInfo

Vincent Bourgeois – E: vincent.bourgeois@eca.europa.eu
T: (+352) 4398 47502 / M: (+352) 691 551 502